



Premier Ministre David Cameron (President du G8 en 2013)

Premier Ministre Stephen Harper

Président François Hollande

Chancellor Angela Merkel

Premier Ministre Enrico Letta

Premier Ministre Shinzō Abe

Président Vladimir Putin

Président Barack Obama

cc. An Taoiseach Enda Kenny (Présidence du Conseil de l'Union Européenne)

cc. Herman Van Rompuy, Président du Conseil de l'Europe

cc. José Manuel Barroso, Président de la Commission Européenne

cc. Angel Gurría, Secrétaire General, Organisation pour la Coopération et le Développement Economique

13 juin 2013

Nous représentons les organisations non gouvernementales et sociétés civiles luttant contre la pauvreté, l'évasion et la fraude fiscale, la fuite de capital et la corruption, et ce, dans toutes les régions du monde: Amériques du Nord et du Sud, Afrique, Asie, Europe et l'Austral-Asie.

Nous espérons que vos gouvernements adopteront lors du G8 cette année un système international d'échange automatique d'information fiscale pour combattre l'évasion fiscale et le secret financier. Nous espérons aussi qu'ils annonceront de nouveaux efforts pour garantir que les paradis fiscaux soient également couverts par ce régime.

Nous sommes reconnaissants de vos efforts dans cette direction jusqu'à présent mais demeurons préoccupés par la possibilité que ce régime puisse exclure les pays en développement. En effet les Etats-Unis et l'Union Européenne ont déclarés que leur objectif final était une participation globale pendant certains pays – et le secteur financier dans

certaines paradis fiscaux – ont suggérés que ces informations fiscales ne devraient pas être échangées automatiquement avec les pays en développement.

L'émergence d'un système d'information fiscale à deux vitesses serait inacceptable. Participer à un tel système présente des défis incontestables, ainsi que la nécessité de protéger les données et le contribuable. Certains pays en développement préféreront, légitimement, d'autres formes de coopération fiscale. Cependant exclure - directement ou en requérant une impossible réciprocité immédiate - les pays en développement qui souhaitent joindre un tel dispositif bloquerait les pays les plus affectés par l'évasion et la fraude fiscale. Cela pourrait également provoquer la création de nouvelles juridictions secrètes dans les pays exclus, menaçant ainsi la base fiscale de tous les pays.

Nous demandons donc à vos gouvernements de vous engager à adopter un système international d'échange d'information qui est accessible à tous pays, et dès le départ.

Cela signifie que:

- 1) Le plan d'action des membres du G8 pour combattre l'évasion fiscale devrait avoir pour objectif explicite de développer une plate-forme globale d'échange d'information qui permettrait la participation des pays en développement.
- 2) Les standards d'échange automatique d'information en ce moment développés par l'OCDE devrait permettre aux pays en développement d'accéder à toute information sans besoin de réciprocité totale et immédiate, comme c'est actuellement le cas aux Etats-Unis avec le 'Foreign Account Tax Compliance Act'.
- 3) Afin de prévenir la création de nouveaux paradis fiscaux, ou l'exonération de certains déjà établis, cette non-réiprocité devrait être limitée dans le temps, et limitée aux pays ne se définissant pas actuellement comme des centres financiers.
- 4) Nous recommandons vivement aux donneurs - y compris les pays du G8 - d'offrir leur aide aux pays en développement afin qu'ils puissent établir les systèmes nécessaires à préserver la confidentialité des informations partagées, ainsi qu'à les utiliser de manière efficaces. Une telle aide devrait s'ajouter aux efforts actuels pour l'intégration des systèmes d'information fiscale déjà entrepris par les donneurs, le Forum de l'Administration Africaine Fiscale, le Centre Interaméricain des Administrations Fiscales, et autres organisations régionales.

Nous vous prions d'agréer a nos salutations distinguées,

Lidy Nacpil

Coordinator

Jubilee South - Asia/Pacific Movement on Debt and Development

Collins Magalasi

Director

African Forum and Network on Debt and Development (AFRODAD)

Romulo Torres

Coordinator

Latin-American Network on Debt, Development and Rights (LATINDADD)

Alvin Mosioma
Coordinator
Tax Justice Network – Africa

Joanna Kerr
Chief Executive
ActionAid International

Subrat Das
Executive Director
Centre for Budget and Governance Accountability (India)

Bernard Pinaud
Chief Executive
CCFD Terre-Solidaire (France)

Paul Valentin
International Director
Christian Aid (UK)

Guillaume Grosso
Executive Director
ONE France

Jesse Griffiths
Director
European Network on Debt and Development (EURODAD)

Peter Niggli
Director
Alliance Sud (Swiss Coalition of Development Organisations)

Bernd Nilles
Secretary-General
CIDSE - network of 17 Catholic Development Organisations

Winnie Byanyima
Executive Director
Oxfam

Matthew Jones
Coordinator
Methodist Tax Justice Network

Francois Gobbe
Coordinator
Kairos Europe (Belgium)

Ingrid Aas Borge
Director
Changemaker Norway

Mark Zirnsak
Director Justice & International Mission
Uniting Church in Australia

Antonio Gambini

Centre national de coopération au développement, CNCD-11.11.11 (Belgium)

Richard Murphy

Director

Tax Research UK

Laust Leth Gregersen

Head of Secretariat

Concord Denmark

Lars Koch

Director of Policy and Campaigns

IBIS (Denmark)